

CCE GRDF du 21 décembre 2017

Déclaration sur la situation économique et financière 2017 de GRDF

Les performances du développement dépassent les attentes, nous nous en félicitons. C'est le signe de l'engagement quotidien des agents GRDF en faveur de la promotion du gaz. Agents dont le professionnalisme est reconnu et valorisé par nos concitoyens. Le rebond du secteur de la construction et la forte part de marché de GRDF dans le résidentiel neuf pousse à l'optimisme quant à la place du gaz dans le mix énergétique futur, à contre courant de la stratégie du groupe qui vient de céder son portefeuille de contrats long terme d'approvisionnement en gaz.

La trajectoire d'investissements est globalement en ligne avec la prévision budgétaire. Nous remarquons néanmoins un dépassement du budget prévu pour les déplacements d'ouvrages, imposés par les autorités concédantes, compensé par un retrait de l'effort délibéré pour la modernisation du réseau, qui dans certaines régions, date de plus de 50 ans. Alors que les flux financiers générés par année d'activité couvrent plus de deux années d'investissement, alors que GRDF verse plus d'un milliard d'euros à son actionnaire, comment l'entreprise peut-elle s'autoriser à n'investir que lorsqu'elle y est contrainte ?

Le distributeur qui contribue à hauteur de 16% à la génération de trésorerie du Groupe ne recueille que 6% de ses investissements de développement. Ce fait serait à lui seul révélateur de la position de GRDF dans la stratégie du Groupe : une vache à lait. Les 519 millions remontés en 2016 et le milliard prévu pour 2017 sont là pour en témoigner.

Le retard par rapport à la trajectoire d'effectif constaté à mi-année, même s'il a été en partie rattrapé ces derniers mois, est la conséquence d'un vrai problème de politique sociale au sein de GRDF. Comment, en effet, une entreprise à la présence aussi large, à la santé financière aussi solide que la nôtre, qui a donc tout d'un employeur attractif, n'arrive-t-elle pas à réaliser ses recrutements ? Le niveau des salaires à l'entrée et la faible valorisation du travail que trahissent les évolutions récentes et annoncées du SNB deviennent un risque pour l'entreprise si elles nous empêchent de recruter.

S'agissant du CICE, il n'a de toute évidence bénéficié qu'au seul actionnaire. Il est clair que toutes les dépenses présentées par la Direction comme étant le résultat de l'utilisation du CICE n'avaient pas été reversées aux usagers à travers le tarif de distribution. Depuis 2013, ce sont donc plus de 40 M€ financés par les abonnés français qui sont directement allés augmenter les dividendes d'ENGIE.

Un bilan rapide permet en effet de constater que ce crédit d'impôt n'a pas pu profiter aux usagers sous forme de réduction de tarif. Il n'a pas plus contribué à créer des emplois, les effectifs ayant été presque tous les ans en-deçà de ce que prévoyait le régulateur, et donc ce pourquoi payaient nos usagers. Il n'a donc servi qu'à une seule chose, augmenter la rentabilité –déjà trop élevée– pour l'actionnaire. GRDF n'a manifestement pas joué le jeu, le régulateur

en a d'ailleurs tiré les conséquences puisqu'il a confisqué le produit du CICE à partir de 2017 pour faire baisser le tarif.

Le complément d'intéressement a représenté 0,5% du bénéfice l'an dernier. Rappelons qu'un complément de rémunération de 1 000 € versé à chaque agent représenterait 12 M€. Cet effort qui serait déjà 4 fois supérieur à celui accordé l'année dernière, représenterait donc seulement 2% du bénéfice net prévisionnel.

Les résultats 2016 comme la re-prévision 2017 confirment que le modèle économique de GRDF est équilibré mais le partage de richesses ne l'est pas.

Il y a d'un côté l'actionnaire et les 10 plus hautes rémunérations qui ont doublé en 3 ans. A titre indicatif, si l'augmentation de 1,8 M€ qui n'a profité qu'à 10 personnes avait été répartie sur l'ensemble des salariés, elle aurait représenté 150 euros pour chaque agent.

On retrouve de l'autre côté les laissés pour compte : les agents, qui voient leur pouvoir d'achat se dégrader ainsi que le réseau en mal d'investissements. Les investissements réseaux comme la rémunération ne doivent pas devenir les oubliés du système et donc une variable d'ajustement sous contrainte de dividendes. Les résultats d'aujourd'hui sont bons mais on ne prépare pas l'avenir. Ne privilégions pas le court terme, misons sur les femmes et les hommes et sur un réseau moderne, condition *sine qua non* d'un service public de qualité.